

Brochure n° 3047

Convention collective nationale
IDCC : 1761. – COMMERCE DE GROS DES TISSUS,
TAPIS ET LINGE DE MAISON

AVENANT DU 15 DÉCEMBRE 2017
À LA CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE

NOR : ASET1850138M
IDCC : 1761

Entre :
CGI,
D'une part, et
FNECS CFE-CGC ;
CSFV CFTC,
D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Compte tenu de la thématique de cet accord de branche, relative à la prise en charge des frais liés à la participation aux réunions de négociation et non à l'effectif de l'entreprise, les partenaires sociaux conviennent qu'il n'y a pas lieu de prévoir des dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés.

Article 1^{er}

Modification de l'article 5 relatif aux salariés mandatés

L'article 5 de la convention collective est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Le salarié porteur d'une convocation écrite nominative de son organisation syndicale présentée au moins une semaine à l'avance pourra demander au chef d'entreprise, en vue d'assister au congrès statutaire de son organisation syndicale, une autorisation d'absence non rémunérée.

Au cas où un salarié serait appelé dans une commission prévue par la présente convention, ou ses avenants, le temps passé sera rémunéré comme temps de travail, dans le cadre de l'horaire normal de l'entreprise.

Chaque centrale syndicale pourra prétendre au remboursement, par le syndicat patronal, et sur justificatifs, des frais indiqués ci-dessous de 2 délégués.

Frais de repas

L'indemnité forfaitaire de repas est fixée à 6 fois la valeur du minimum garanti (MG) au 1^{er} janvier de l'année considérée.

Le remboursement est effectué sur la base suivante :

- 1 repas par délégué de la région parisienne ;
- 2 repas par délégué de province ou 1 repas en cas de déplacement en avion.

Frais de déplacement

Le remboursement est effectué sur les bases suivantes :

1. Pour les délégués de province en deçà de 500 km :
 - billet SNCF aller et retour en 2^e classe, déduction faite des réductions éventuelles.
2. Pour les délégués de province au-delà de 500 km :
 - soit billet SNCF aller et retour en 2^e classe, déduction faite des réductions éventuelles et frais d'hôtel sur la base de 19 fois le MG, par délégué ou couchette aller et retour en 2^e classe par délégué ;
 - soit billet en TGV aller et retour en 2^e classe par délégué ;
 - soit billet d'avion aller et retour en classe économique et frais de navette entre l'aéroport et la ville par délégué.

Les frais seront remboursés à la fin de chaque trimestre civil à la demande de l'organisation syndicale.

Il ne sera pas versé d'indemnité aux permanents syndicaux.

Les dispositions du présent article ne peuvent se cumuler avec des avantages accordés par ailleurs et ayant le même objet.

Les absences prévues aux paragraphes précédents ne viennent pas en réduction des congés annuels. »

Article 2

Durée

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Les partenaires sociaux conviennent d'assurer un suivi du présent avenant chaque année, afin de réajuster au besoin les tarifs de prise en charge.

Article 3

Entrée en vigueur

Le présent avenant entre en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

Il sera notifié à l'ensemble des organisations représentatives à l'issue de la procédure de signature conformément aux dispositions de l'article L. 2231-5 du code du travail.

Il sera procédé dans les meilleurs délais aux formalités légales en vue du dépôt et de l'extension du présent avenant conformément à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Fait à Paris, le 15 décembre 2017.

(Suivent les signatures.)